
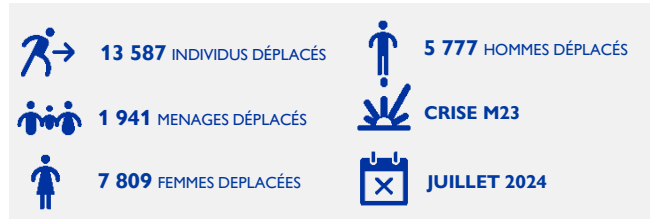


METHODOLOGIE

	Evaluation réalisée lors de mission de terrain.	
	Evaluation réalisée lors d'entretiens téléphonique avec des informateurs clé.	X

L'évaluation rapide de l'OIM (Emergency Event Tracking, EET) est un outil mis en place dans le but de collecter des informations sur les mouvements importants et soudains des populations. Ces informations sont collectées à la suite de visites terrain et/ou d'entretiens téléphoniques avec les informateurs clés des sites de déplacement ou des communautés d'accueil. Les informations sont ensuite recueillies dans les outils ERM. Ce rapport synthétique présente les résultats des évaluations réalisées **du 3 – 6 juillet 2024** à travers des **évaluations menées à distance avec les informateurs clé**.

DÉTAILS DU DÉPLACEMENT

DÉTAIL SUR LA ZONE ÉVALUÉE

PROVINCE	SUD-KIVU
TERRITOIRE	KALEHE
CHEFFERIE	BUHAVU

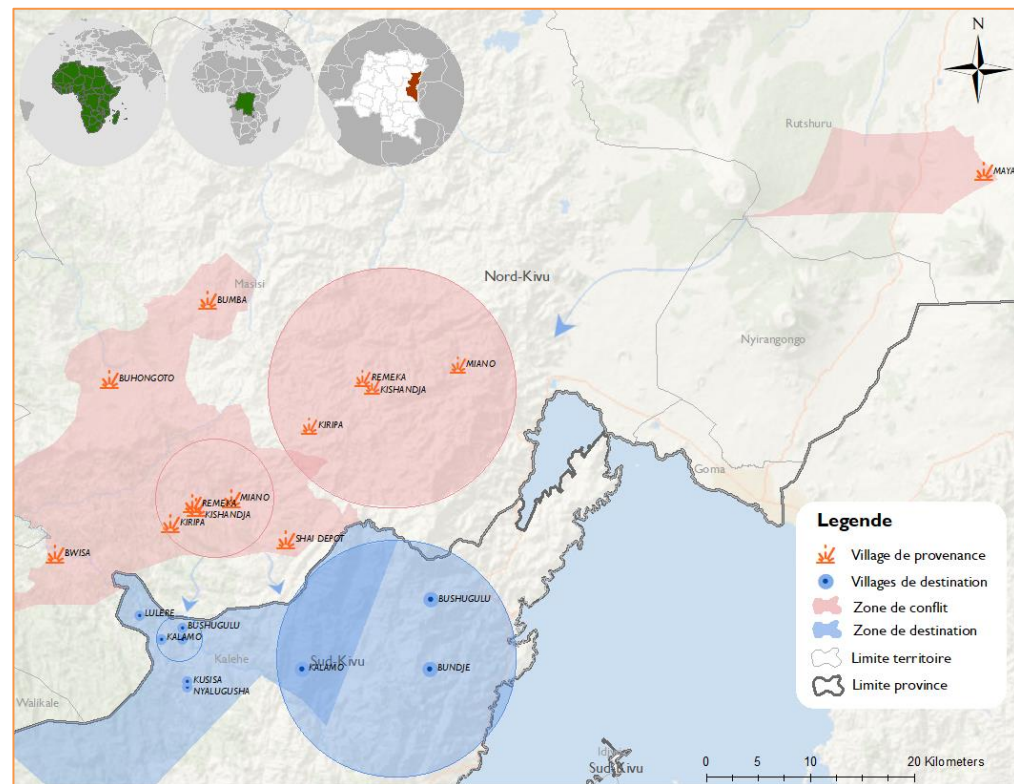
RÉSUMÉ DE L'ALERTE #5359

En date du 26 juin 2024, les affrontements opposant le groupe armé M23 aux forces armées de la RDC (FARDC) ont occasionné les mouvements aux populations dans plusieurs villages (Kirudu, Miano, Nzigati, Kamuobe, Bwisa, Bumba, Nyalashange, Burora, Kamuobe et Kashukano) dans le territoire de Masisi vers la province voisine du Sud-Kivu (dans le territoire de Kalehe, groupement de Ziralo, chefferie de Buavu dans la zone de santé de Bunyakiri), dans les localités de Batayo, Kusisa, Nyalugusha, Bushugulu, Lulere, Bundje, Kisha, Bulembwe et Kalamo. La majorité de ces personnes déplacées (1 941 ménages, soit 13 587 individus) sont hébergées dans les familles d'accueil ou dans les centres collectifs.

PERCEPTIONS DES BESOINS PRIORITAIRES

DONNÉES DÉTAILLÉES DU DÉPLACEMENT

Villages	Menages	Individus	Femmes	Hommes	Enfants <5
Batayo	245	1 715	686	1 029	188
Kusisa	163	1 141	685	456	125
Nyalugusha	100	700	420	280	77
Bushugulu	435	3 045	1 827	1 218	334
Lulere	173	1 211	726	484	133
Bundje	108	756	453	302	83
Kisha	349	2 443	1 465	977	268
Bulembwe	286	2 002	1 201	800	220
Kalamo	82	574	344	229	63
Total	1 941	13 587	7 809	5 777	1 494



OBSERVATION & ANALYSE



Les personnes déplacées, provenant des villages Kirudu, Miano, Fungura, Kishandja, Katunda, Maya, Kamuobe, Bwisa, Bumba, Nyalaushange, Remeka, Kiripa, Buuli, Ngoro, Depot, Buongo, Rambo, Nzigati, Burora, Kamuobe et Kashukano (dans la province du Nord-Kivu, territoire de Masisi, groupement de Ufamandu 1 et 2 dans la zone de santé de Katoyo), ont trouvé refuge dans les localités de la province du Sud-Kivu. En total, cela fait 1 941 ménages soit 13 587 individus déplacés.

Parmi les populations hôtes et déplacées, peu d'eux a reçu l'assistance humanitaire et le mouvement des populations est toujours observé dans cette partie de la province du Sud-Kivu.



Les familles d'accueil éprouvent des difficultés de capacités d'hébergement des déplacés et ceux qui sont dans les centres collectifs (des écoles et églises) font face à la promiscuité sévère. En plus, les enfants, qui viennent de terminer les activités scolaires, sont exposés au travail des constructions des abris. Cette population déplacée manque des articles ménagers essentiels et fait usage des biens des familles d'accueil pour la cuisson, la lessive et autres travaux ménagers.



La population hôte pratique la culture de substance et des petits commerces auxquels les personnes déplacées n'ont pas accès. Le revenu perçu par ces activités n'est pas suffisant pour les familles qui cohabitent avec les personnes déplacées.

Les informateurs clés constatent que les ménages sont contraints de rendre service en échange de la nourriture ou de vendre leurs biens pour se procurer à manger. Cela amène que le taux de la malnutrition aigüe soit élevé dans ces milieux.



Les familles déplacées n'ont souvent pas les moyens de payer le matériel scolaire ou les frais scolaires et un certain nombre d'élèves sont appelés aux travaux champêtres ce qui accroît le risque d'une absence prolongée de l'école à l'avenir. Les professionnels de l'éducation ont des besoins considérables en infrastructures afin de poursuivre leur travail au début de septembre, et pour permettre à tout enfant en âge scolaire d'accéder à une place demandée.

OBSERVATION & ANALYSE



La prise en charge de soins de santé par des structures sanitaires est assurée mais avec des difficultés liées au manque des médicaments nécessaires. La plus part des structures sont en ruptures de stock des intrants et ne peuvent pas suffisamment continuer à prendre en charge les malades.

Dans le même temps, le transport des patients vers le centre de santé ou le centre de référence le plus proche pose des problèmes en raison de l'état des routes, qui sont devenues impraticables.



L'accès à l'eau potable dans les zones de déplacement reste un défi majeur. Les informateurs clés signalent un nombre insuffisant de points d'eau fonctionnels, et les personnes déplacées utilisent souvent l'eau de puits non améliorés.

Les infrastructures d'assainissement et d'hygiène sont très limitées dans les zones de refuge. Cela a eu un impact particulier sur les enfants - qui sont vulnérables aux maladies transmises par l'eau - et sur les femmes qui n'ont pas accès à des kits d'hygiène menstruelle. La plupart des ménages ne disposent pas de latrines hygiéniques et les toilettes de certains centres collectifs ne sont pas suffisantes pour le nombre de personnes.



Face à la crise qui persiste dans la région, les populations déplacées sont exposées à des risques importants en matière de protection et de vulnérabilité au quotidien, tels que le vol, la violence basée sur le genre et la violence sexuelle. Dans plusieurs localités, la circulation est devenue compliquée dans certains coins reculés. En plus, les jeunes travaillent dans le transport et dans les travaux de force, ce qui empêche leurs familles respectives de subvenir à leurs besoins.

Les activités de suivi des urgences de la DTM en RDC sont soutenues par :



USAID
DU PEUPLE AMERICAIN